

*Province de Liège*  
**BULLETIN PROVINCIAL**  
*Périodique*

---

**Sommaire**

*Pages*

**N°47 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –  
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 1<sup>er</sup> août 2022 concernant l'interdiction  
d'allumage de feux en plein air.*

**404**

**N°47 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –  
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 1<sup>er</sup> août 2022 concernant l'interdiction d'allumage de feux en plein air.*



Gouverneur de la province de Liège

**ARRÊTÉ DE POLICE**

**Le Gouverneur de la province de Liège**

- Vu la loi provinciale du 30 avril 1836, et en particulier l'article 128 ;
- Vu le Code forestier, et en particulier les articles 14, 44 et 45 ;
- Vu le Code rural, et en particulier l'article 89, 8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> ;
- Vu la loi sur la fonction de police du 5 août 1992, en son article 11 tel que modifié par l'article 165 de la loi du 7 décembre 1998 ;
- Vu la loi du 6 mars 1818 relative aux peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;
- Vu le compte rendu de la Cellule sécheresse de la Région wallonne, qui s'est réunie le mardi 26 juillet 2022, afin d'assurer le suivi de la situation de sécheresse en Wallonie ;
- Vu le rapport du Commandant de la zone de secours 4 V.H.P., en date du 30 juillet 2022 ;
- Considérant les conditions climatiques, en particulier les fortes chaleurs et l'extrême sécheresse auxquelles est actuellement confronté l'ensemble du territoire provincial ;
- Considérant que l'indice sécheresse de l'IRM indique que nous sommes toujours dans un scénario sec et que l'évolution de cet indice pour les 10 prochains jours montre que l'on devrait rester dans un scénario sec ;
- Considérant que la répartition géographique dudit indice fait apparaître l'Est de la province de Liège comme une zone extrêmement sèche ;
- Considérant le rapport précité de la zone de secours 4 V.H.P. qui fait état qu'à la suite d'un contact avec un représentant du Département de la Nature et des Forêts (DNF), il apparaît que dans les bois, la nature « jaunit » fortement et, que de ce fait, elle est susceptible de prendre rapidement feu ;
- Considérant les dispositions du Code forestier et du Code rural ;
- Considérant la nécessité de prévenir le risque d'incendie dans les espaces naturels (prairies, cultures, taillis, talus, bois et forêts) ;
- Considérant qu'une imprudence peut provoquer la destruction de plusieurs centaines d'hectares d'espaces naturels ;
- Considérant que les feux de camp de mouvements de jeunesse constituent un danger important compte tenu de ce qui précède ;

- Considérant que de nombreux camps de jeunesse sont établis sur le territoire de la province de Liège ;
- Toute personne qui constaterait un incendie doit impérativement se mettre le plus rapidement possible en sécurité et appeler immédiatement le 112. Il est rappelé que la plus grande prudence doit être observée quant à l'élimination des mégots de cigarette.

## ARRETE

### **Chapitre 1 : Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>** – Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° feux de fin de camp : Feux de joie organisés pour célébrer la fin d'un camp de mouvement de jeunesse et alimentés par des combustibles naturels volumineux ;

2° feux de veillée : Feux autour desquels se déroulent les activités nocturnes d'un camp de mouvement de jeunesse (jeux, chants, etc.). L'objectif est d'apporter de la lumière pour éclairer les animations et les participants. Ils prennent la forme d'une pyramide en bois que l'on entoure ensuite d'une « tour » faite de rondins de bois superposés.

3° feux de cuisson : Feux restreints organisés pour la cuisine quotidienne d'un camp de mouvement de jeunesse. L'objectif est de réchauffer les aliments.

### **Chapitre 2 : Dispositions**

**Article 2** – Il est interdit :

1° de porter et d'allumer un feu en zone forestière, sans exception ni dérogation aucune ;

2° de porter et d'allumer un feu en dehors des zones forestières, à l'exception des barbecues dans les habitations privées ou à tout autre endroit situé à une distance minimum de 100 mètres des lisières forestières :

- a. Pour autant que le feu (bois ou charbon) soit contenu dans un dispositif prévu à cet effet ;
- b. Moyennant les mesures de prudence élémentaires :
  - Faire usage de cloches à barbecue
  - Ne pas utiliser de produits accélérateurs hautement inflammables tels que white-spirit, thinner, essence, etc. pour procéder à l'allumage
  - Dégager les abords immédiats du feu de toute végétation sèche
  - Ne pas stocker de matières inflammables à proximité
  - ...
- c. Pour autant que la personne responsable assure une surveillance permanente du barbecue jusqu'au refroidissement total des braises et qu'elle ait de l'eau en suffisance à proximité immédiate pour éteindre tout début d'incendie ;

3° d'allumer des feux de fin de camp ainsi que des feux de veillée (et des feux de cuisson) ;

4° d'utiliser un désherbeur thermique ou appareil assimilé ;

5° d'allumer et de faire décoller des lanternes célestes ;

6° de jeter ou d'abandonner par terre des objets en combustion comme des mégots de cigarettes ainsi que des tessons de bouteilles et autres récipients réfléchissants dans des fossés en bordure de bois, champs, végétations et broussailles sèches.

**Article 3** – Les tirs de feux d'artifice sont interdits, sauf autorisation du Bourgmestre. Celle-ci s'appuiera sur une analyse des risques approfondie au niveau local. L'autorisation du Bourgmestre ne pourra être délivrée que lorsque toutes les conditions sont remplies pour que le tir de feux d'artifice s'effectue en toute sécurité.

### **Chapitre 3 : Champ d'application**

**Article 4** – Le présent arrêté s'applique sur le territoire de la province de Liège.

### **Chapitre 4 : Exécution**

**Article 5** – Les autorités communales et les services de police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

**Article 6** – Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement et reste d'application tant que perdureront les conditions climatiques actuelles (températures élevées et faibles précipitations). Il sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

**Article 7** – Les infractions aux articles 2 à 4 du présent arrêté sont punissables, en vertu de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 mars 1818, modifiée par les lois du 5 juin 1934 et du 14 juin 1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs, d'une peine de prison de 8 à 14 jours ainsi que d'une amende de 26 à 200€ ou d'une seule de ces peines. Le maximum de la peine peut éventuellement être doublé si les contrevenants agissent en bande.

**Article 8** – Le présent arrêté sera publié au Bulletin provincial et notifié par courriel.

1° Pour disposition :

- À Mesdames et Messieurs les Bourgmestres des communes de la province de Liège ;
- À Messieurs les Commandants des zones de secours de la province de Liège ;
- À Messieurs les Chefs de corps des zones de police de la province de Liège ;

2° Pour information :

- À Madame la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique ;
- À Monsieur le Vice-Président de la Wallonie, Ministre de l'Économie, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Agriculture, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, de l'IFAPME et des Centres de Compétence ;
- À Madame la Ministre wallonne de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal ;

- À Madame la Ministre de la Fonction publique, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière ;
- À Monsieur le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville ;
- À Messieurs les Procureurs du Roi de Liège et d'Eupen ;
- À Messieurs les Directeurs coordonnateurs administratifs de la police fédérale de Liège et d'Eupen ;
- À Monsieur le Directeur général du Centre de crise national (NCCN) ;
- À Monsieur le Directeur du Centre de crise régional wallon (CRC-W) ;
- À Monsieur le Président du Collège provincial ;
- À Monsieur le Directeur général provincial.

**Article 9** – Un recours en annulation, ainsi qu'un éventuel recours en suspension, peuvent être introduits par requête, auprès du Conseil d'Etat sis au 33, rue de la Science, 1040 Bruxelles ou électroniquement via le site : <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/>, dans un délai de 60 jours à compter de la notification du présent arrêté, conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973.

Fait à Liège, le 1<sup>er</sup> août 2022



**Catherine DELCOURT**  
Gouverneur ff



## POLIZEIERLASS

- Aufgrund des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836, insbesondere des Artikels 128;
- Aufgrund des Forstgesetzbuchs, insbesondere der Artikel 14, 44 und 45;
- Aufgrund des Feldgesetzbuchs, insbesondere des Artikels 89, Punkt 8 und Punkt 9;
- Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt, in seinem Artikel 11, abgeändert durch Artikel 165 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998;
- Aufgrund des Gesetzes vom 6. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Maßnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können;
- Aufgrund des Berichts der Zelle „Trockenheit“ der Wallonischen Region, die am Dienstag, den 26. Juli 2022 zusammengetreten ist, um die Dürresituation zu bewerten;
- Aufgrund des Berichts des Kommandanten der Hilfeleistungszone 4 V.H.P. vom 30. Juli 2022;
- In Anbetracht der klimatischen Bedingungen, insbesondere der großen Hitze und der extremen Trockenheit, denen das gesamte Gebiet der Provinz derzeit ausgesetzt ist;
- In der Erwägung, dass der Trockenheitsindex des KMI anzeigt, dass wir uns immer noch in einem trockenen Szenario befinden, und dass die Entwicklung dieses Indexes für die nächsten 10 Tage zeigt, dass wir voraussichtlich in einem trockenen Szenario bleiben werden;
- In der Erwägung, dass die geographische Verteilung dieses Indexes den Osten der Provinz Lüttich als eine extrem trockene Zone ausweist;
- In Erwägung des oben genannten Berichts der Hilfeleistungszone 4 V.H.P., in dem angeführt wird, dass bei einem Gespräch mit einem Vertreter der Abteilung Natur und Forstwesen (ANF) deutlich wurde, dass die Natur in den Wäldern stark „gelb“ wird und daher schnell Feuer fangen kann;
- In Erwägung der Bestimmungen des Forstgesetzbuchs und des Feldgesetzbuchs;
- In Erwägung der Notwendigkeit, dem Brandrisiko in Naturräumen (Wiesen, Kulturen, Dickicht, Böschungen, Holzungen und Wäldern) vorzubeugen;
- In der Erwägung, dass eine Unachtsamkeit die Zerstörung von mehreren hundert Hektar Naturraum verursachen kann;

- In der Erwägung, dass Lagerfeuer von Jugendbewegungen unter Berücksichtigung des Vorangehenden eine erhebliche Gefahr darstellen;
- In der Erwägung, dass zahlreiche Jugendlager auf dem Gebiet der Provinz Lüttich eingerichtet sind;
- Jede Person, die einen Brand feststellt, muss sich unbedingt so schnell wie möglich in Sicherheit bringen und sofort die 112 anrufen. Es wird darauf hingewiesen, dass bei der Entsorgung von Zigarettenstummeln größte Vorsicht geboten ist.

## **ERLÄSST DER PROVINZGOUVERNEUR:**

### **Kapitel 1: Definitionen**

**Artikel 1** – Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1. Lagerabschlussfeuer: Freudenfeuer, das zur Feier des Endes eines Lagers einer Jugendbewegung veranstaltet wird und mit großvolumigen natürlichen Brennstoffen befeuert wird.
2. Lagerfeuer: Feuer, um das herum die nächtlichen Aktivitäten eines Lagers einer Jugendbewegung stattfinden (Spiele, Gesang, usw.). Ziel ist es, Licht zu liefern, um die Animationen und die Teilnehmer zu beleuchten. Es hat die Form einer Holzpyramide, die man anschließend mit einem "Turm" aus übereinandergelegten Holzstämmen umgibt.
3. Kochfeuer: Kleineres Feuer, das für das tägliche Kochen in einem Lager einer Jugendbewegung organisiert wird. Ziel ist es, Nahrungsmittel zu erwärmen.

### **Kapitel 2: Bestimmungen**

**Artikel 2** – Es ist verboten:

1. Feuer in Wald- und Forstgebiete zu tragen und anzuzünden, und zwar ohne jegliche Ausnahme oder Abweichung,
2. Feuer außerhalb der Wald- und Forstgebiete zu tragen und anzuzünden, mit Ausnahme von Grills in Privathaushalten oder an jedem anderen Ort, der mindestens 100 Meter von einem Waldrand entfernt liegt:
  - a. Sofern das Feuer (Holz oder Kohle) in einer zu diesem Zweck vorgesehenen Vorrichtung enthalten ist;
  - b. Unter Beachtung der grundlegenden Vorsichtsmaßnahmen:
    - Grilldeckel benutzen
    - zum Anzünden keine leicht entzündlichen Brandbeschleuniger wie Terpentinersatz, Verdüner, Benzin, usw. verwenden
    - die unmittelbare Umgebung des Feuers von trockener Vegetation befreien

---

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: [gouverneur@provincedeliege.be](mailto:gouverneur@provincedeliege.be)

---

[www.gouverneur.provincedeliege.be](http://www.gouverneur.provincedeliege.be)  
Folgen Sie dem Gouverneur auf



[www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645](http://www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645)  
Datenschutz-Grundverordnung

- keine leicht entflammbaren Stoffe in der Nähe lagern
  - ...
- c. Vorausgesetzt, die verantwortliche Person überwacht den Grill ständig, bis die Glut vollständig abgekühlt ist, und hat ausreichend Wasser in unmittelbarer Nähe, um jeden beginnenden Brand zu löschen;
3. Lagerabschlussfeuer sowie Lagerfeuer (und Kochfeuer) zu entzünden,
  4. thermische Unkrautvernichter oder ähnliche Geräte zu benutzen,
  5. Himmelslaternen anzuzünden und steigen zu lassen,
  6. brennende Gegenstände wie Zigarettenstummel sowie Glasscherben und andere reflektierende Behälter in Gräben am Rande von Wäldern, Feldern, Vegetationsflächen und trockenem Buschwerk auf den Boden zu werfen oder dort liegen zu lassen.

**Artikel 3** – Das Abbrennen von Feuerwerkskörpern ist verboten, außer mit Genehmigung des Bürgermeisters. Diese muss sich auf eine gründliche Risikoanalyse auf lokaler Ebene stützen. Die Genehmigung des Bürgermeisters kann nur erteilt werden, wenn alle Bedingungen für ein sicheres Abbrennen der Feuerwerkskörper erfüllt sind.

### **Kapitel 3: Anwendungsbereich**

**Artikel 4** – Vorliegender Polizeierlass findet auf dem Gebiet der Provinz Lüttich Anwendung.

### **Kapitel 4: Ausführung**

**Artikel 5** – Die kommunalen Behörden und die Polizeidienste sind beauftragt, für die Durchsetzung des vorliegenden Erlasses zu sorgen.

**Artikel 6** – Vorliegender Erlass tritt sofort in Kraft und gilt so lange, wie die derzeitigen klimatischen Bedingungen (hohe Temperaturen und geringe Niederschläge) fort dauern. Er wird an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten ausgehängt.

**Artikel 7** – Zuwiderhandlungen gegen die Artikel 2 bis 4 des vorliegenden Erlasses sind aufgrund von Artikel 1 des Gesetzes vom 6. März 1818, abgeändert durch die Gesetze vom 5. Juni 1934 und 14. Juni 1963 betreffend Übertretungen von Verwaltungsvorschriften strafbar und werden geahndet mit einer Gefängnisstrafe von 8 bis 14 Tagen und einer Geldstrafe von 26 bis 200 € oder nur einer dieser Strafen. Die Höchststrafe kann eventuell verdoppelt werden, wenn die Zuwiderhandelnden in Banden handeln.

**Artikel 8** – Vorliegender Erlass wird im Provinzbuletin veröffentlicht und per E-Mail notifiziert:

1. zur Verfügung an:

- die Bürgermeisterinnen und Bürgermeister der Provinz Lüttich,
- die Kommandanten der Hilfeleistungszonen der Provinz Lüttich,
- die Korpschefs der Polizeizonen der Provinz Lüttich.

---

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: [gouverneur@provincedeliege.be](mailto:gouverneur@provincedeliege.be)

[www.gouverneur.provincedeliege.be](http://www.gouverneur.provincedeliege.be)  
 Folgen Sie dem Gouverneur auf



[www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645](http://www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645)  
 Datenschutz-Grundverordnung



## 2. zur Information an:

- die Ministerin des Innern, der institutionellen Reformen und der demokratischen Erneuerung,
- den Vizepräsidenten der Wallonie, Minister für Wirtschaft, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Städtebau und Raumordnung, das IFAPME und die Kompetenzzentren,
- die wallonische Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
- die Ministerin für Öffentlichen Dienst, Tourismus, Kulturerbe und Verkehrssicherheit,
- den Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte,
- die Prokuratoren des Königs von Lüttich und von Eupen,
- die Verwaltungspolizeidirektoren-Koordinatoren der föderalen Polizei in Lüttich und in Eupen,
- den Generaldirektor des nationalen Krisenzentrums (NCCN),
- den Direktor des Regionalen Krisenzentrums (CRC-W),
- den Vorsitzenden des Provinzialkollegiums,
- den Generaldirektor der Provinz.

**Artikel 9** – Eine Nichtigkeitsklage sowie eine etwaige Aussetzungsklage können per Antrag beim Staatsrat, 33 Rue de la Science, 1040 Brüssel oder elektronisch über die Website <https://eproadmin.raadvst-consetat.be/> binnen einer Frist von 60 Tagen ab Notifizierung dieses Erlasses gemäß den koordinierten Gesetzen über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 einreicht werden.

Lüttich, den 1. August 2022



**Catherine DELCOURT**  
Diensttuende Gouverneurin

---

Place Notger 2 • 4000 Lüttich • Tel.: +32 (0)4 279 33 34 • E-Mail: [gouverneur@provincedeliege.be](mailto:gouverneur@provincedeliege.be)

---

[www.gouverneur.provincedeliege.be](http://www.gouverneur.provincedeliege.be)  
Folgen Sie dem Gouverneur auf



[www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645](http://www.gouverneur.provincedeliege.be/fr/node/7645)  
Datenschutz-Grundverordnung